
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à l'Assemblée Nationale.

Nº. L.

Du Mardi 11 Août 1789.

M. TARGET a lu la rédaction de l'arrêté du comité, d'après les motions faites dans la séance de samedi, relativement à la tranquillité publique.

Après cette lecture, **M. Dupont**, & **M. le duc du Chatelet** ont parlé du bill de *mutinery*, publié en Angleterre dans les cas d'émeute & de troubles publics, & lu par les magistrats civils. **M. Dupont** réclamoit l'exécution de formes semblables pour la proclamation rédigée.

Les débats se sont multipliés pour cet objet. **M. Mounier** pensoit, que l'assemblée ne devoit pas requérir le pouvoir militaire, mais faire des loix; il a proposé une formule pour le serment de troupes qui a paru être adopté par plusieurs membres.

MM. Broustaut, Fernant, Poule & Dubois de Crancei ont fait des objections tendantes à perfectionner la rédaction.

Tome II.

K

tion, & à ce que la proclamation fût lue, par les officiers publics, à la tête des troupes dans les cas prévus.

M. de Castellane desiroit qu'on renvoyât cet objet essentiel à délibérer lors de la constitution. M. Dupont a observé, qu'il y avoit dans la rédaction une transposition dans les idées, & qu'il falloit établir, que les magistrats civils requéroient les troupes de prêter main-forte aux milices nationales. Il a ajouté, qu'il falloit ne publier le décret qu'avec celui de l'emprunt & de l'arrêté du 4, & lorsque ceux-ci seroient rendus publics. « C'est ainsi, disoit-il, que vous prouverez à la nation que vous vous êtes occupés de son bonheur par un décret de bienfaisance.

Mais M. de Mirabeau pensoit qu'il n'étoit pas question d'affermir les troupes avant la constitution, qu'il pourroit y avoir quelque danger de donner une si grande étendue de pouvoir dans ce moment aux municipalités, & qu'il valoit mieux terminer la rédaction de l'arrêté du 4, dont une foule de copies infidèles circuloient déjà dans le royaume. »

« C'est avec la joie la plus pure, a dit pour la première fois M. d'Epresmenil, que je vois s'approcher le jour de la liberté publique; mais je crois que la constitution militaire est liée à la constitution politique. Les municipalités ne sont pas bien établies. . . . Je voulois parler de moi & assurer que les papiers publics se sont trompés; mes sentimens n'ont jamais variés; je viens vivre ou mourir pour la patrie, & je vous prie de recevoir cette déclaration. »

Alors on a demandé d'aller aux voix; mais M. Barnave a pris la parole pour observer, que la proclamation n'étoit pas une loi stable, mais provisoire & due aux circonstances. « Le serment des troupes, a-t-il ajouté, est indispensable dans un moment où tous les liens de la subordination pa-

roissent rompus , & où les troupes peuvent être aussi dangereuses qu'elles ont été utiles , & qu'elles doivent l'être. Les municipalités ne sont pas formées ; les tribunaux n'ont pas la confiance de toutes les provinces ; il importe au repos public que le décret annoncé soit publié. »

M. le vicomte de Noailles demandoit qu'on séparât le serment des troupes des autres objets délibérés.

C'est après cette discussion que la proclamation rédigée par le comité a été presque entièrement adoptée.

Quant à la formule du serment , les débats ont recommencé ; M. Dêmeunier a fait sentir le danger qu'il y auroit à confier la puissance militaire à des officiers municipaux nommés par le roi dans plusieurs villes , dans celle de Metz , par exemple , où il y a des garnisons. « Il faut sans doute , disoit-il , établir le serment des troupes ; c'est un bon principe que la puissance militaire soit soumise à la puissance civile , & tout sollicite que les mesures soient promptement prises ».

Plusieurs membres sembloient craindre que ce ne fût ici une loi constitutive : mais on devoit sentir qu'une proclamation de ce genre ne pouvoit être que provisoire , d'après la nature des choses , & par les circonstances actuelles ; & que si tout est *en action* dans la discipline militaire , tout est en délibération dans la puissance civile , ce qui éloignoit toute idée de danger ; c'est ce qu'à très-bien expliqué M. Garat aîné.

La formule du serment des troupes , & des officiers militaires qui avoient été l'objet d'une motion de M. Mounier , a été adoptée unanimement.

M. le président a proposé ensuite de délibérer si les trois décrets seroient publiés en même-temps, ou si celui des troupes seroit envoyé seul aux provinces & aux municipalités ; quel-

ques avis isolés se décidoient pour l'envoi subit du seul décret des troupes. M. de Clermont-Tonnerre a observé que les troupes à Brest avoient déjà fait le serment , & qu'il étoit essentiel que tout le militaire le prêtât sous la même formule qui seroit présentée pas l'assemblée.

M. le Marquis de Montesquiou , & M. de Tracé ont dit , que le moyen de concilier les divers avis , étoient de finir la rédaction de l'arrêté du 4 , & de ne pas se séparer , pour que les trois décrets pussent être publiés à la fois.

Cette opinion a été adoptée à une très-grande majorité.

Par cette décision , nous ne pouvons encore transcrire ici ni la proclamation , ni la formule du serment.

On a repris ensuite la rédaction de l'arrêté du 4 Août. L'article VII , concernant le rachat des dîmes , a été relu en ces termes :

« Les dîmes en nature , ecclésiastiques , laïques & inféodées , pourront être converties en redevances pécuniaires , & rachetables à la volonté des contribuables , selon la proportion qui sera réglée , soit de gré à gré , soit par la loi , sauf le emploi à faire par les décimateurs , s'il y a lieu ».

Le rachat des dîmes n'est pas un système nouveau : on voit dans les capitulaires 829 la preuve que les peuples ne consentirent à payer les dîmes qu'à condition qu'ils pourroient les racheter : il est vrai que la constitution de Louis-le-Débonnaire , & de Lothaire son fils , ne le permirent pas ; mais aussi le premier fut obligé de faire un capitulaire contre ceux qui dans la vue de ne pas payer la dîme , ne cultivoient pas leurs terres. Ce système ancien ayant été rappelé dans la fameuse séance du 4 , la discussion a été ouverte sur la rédaction de l'article VII qui confond , contre tous les principes , les dîmes inféodées , qui sont des véritables propriétés , avec

les dîmes ecclésiastiques , qui semblent n'être que des rétributions.

Jamais il n'y eut tant d'orateurs ; le champ étoit vaste , à la vérité , mais on pouvoit se dispenser de le parcourir , en se bornant à l'examen de l'article rédigé.

M. Gouttes , curé Dargilliers , a présenté sur le rachat des vues sages d'exécution. Il proposoit de donner aux recteurs des paroisses des fonds de terre en remplacement des dîmes , & de renvoyer aux états provinciaux l'exécution du décret qui seroit porté. M. Merlin proposoit un arrêté qui distinguât les dîmes laïques des dîmes inféodées ; quelques-uns trouvoient l'article VII vague & insuffisant comme il avoit été rédigé ; d'autres vouloient prouver que la dîme n'étoit pas droit divin , ce qu'un de Messieurs les curés ne contestoit point pour abréger cette inutile discussion.

M. Devilliers , député de la noblesse , distinguant les dîmes laïques des dîmes ecclésiastiques , a présenté celles-ci comme une taxe sur les terres qui n'atteignoit jamais les capitalistes ; comme des richesses dans les seules mains des curés primitifs , qui abandonnent l'instruction publique à des vicaires perpétuels ; il a regardé les dîmes inféodées comme des propriétés transmises d'âge en âge dans les familles , & il a proposé de rédiger ainsi l'article.

» Toutes les dîmes ecclésiastiques , de quelque nature qu'elles soient , éteintes & supprimées. Toutes les dîmes inféodées , réputées rentes foncières , rachetables , selon le taux & les moyens réglés par l'assemblée ».

M. Arnaud a présenté ses principes avec beaucoup d'ordre & de précision ; le rachat ou la faculté de la conversion lui a paru un bienfait illusoire ; » la dîme ne doit pas être traitée , a-t-il dit , comme les droits féodaux , qui

supposent une concession primitive de fond. La dîme n'est pas un droit foncier ; mais une contribution , un impôt ; les fonds sujets à la dîme n'ont pas été concédés par le clergé. Les dîmes sont pour le clergé, comme les deniers publics pour le pouvoir exécutif qui en dispose. La nation doit la subsistance au ministère pastoral , mais les moyens sont à sa seule disposition. La rédaction de l'article n'est pas un langage digne du corps législatif ; c'est la formule des arbitres ».

Il a proposé de supprimer la dîme , à compter du premier janvier , & que l'assemblée réglât la subsistance du clergé pastoral d'ici à cette époque ; que quant aux dîmes inféodées , elle pourvoira incessamment au genre d'indemnité légitime. MM. Lapoule & Duport ont soutenu les principes de cette motion. Ils paroissent être en effet les plus vrais. La dîme ne s'arrêrge pas , & elle n'est pas due sur les fonds ; elle se perçoit seulement sur les fruits ; elle varie avec eux & s'anéantit de même : ce n'est donc pas un droit foncier , un droit de propriété , mais une contribution , rétribution ou impôt pour les précepteurs de la morale évangélique , & pour l'entretien du culte divin.

M. Lanjuinais éloignant les questions interminables & obscures de la nature des dîmes , que la jurisprudence présume toujours ecclésiastiques dans l'origine , a proposé d'ajouter à l'article , les champarts non seigneuriaux & fonciers , & que le rachat seroit fait à la volonté des redevables , ou par avis d'experts ; que le prix du rachat fût équivalent à une quantité de grain , & que ce prix fût placé solidement pour l'intérêt des ministres & des pauvres.

M. Martin desiroit que la quotité du rachat fût fixée au denier 30 ou 40.

M. François , curé , a prétendu que les pauvres souffri-

roient de la suppression des dîmes en nature , sous plusieurs rapport d'économie agronomé & de soulagemens locaux ; que cette suppression décourageroit ceux qui se destinent à ce ministère , il a observé aussi que l'article rédigé n'a pas pourvu au droit des secours incontestables des patrons réduits à l'indigence , & il a rappelé aussi l'époque de la réunion des ordres en faveur du rapport des propriétés. M. Jallet & quelques autres curés ont fait sentir la nécessité de conserver les dîmes en nature , par les secours qu'elles peuvent donner aux journaliers.

M. l'évêque de Dijon , après avoir dit que les fondemens de la constitution étoient dus à un élan patriotique , & que la servitude des terres ne convenoit pas à un peuple libre , a assuré que si le sacrifice des dîmes pouvoit faire le bien du peuple , le clergé se féliciteroit d'y avoir consenti ; mais que des usufruitiers ne pouvoient pas aliéner ; que si la nation autorisoit la conversion en capitaux , il ne falloit pas de remboursement partiel , mais d'un canton ou d'un territoire entier , à la charge de le placer en fonds de terre , sans droit d'amortissement & de nouvel acquêt , & que les dîmes fussent payées jusqu'au remboursement.

« La rédaction est vicieuse , disoit M. Grégoire , par la confusion des dîmes laïques & ecclésiastiques ; il faut exiger les rachats par cantons , les placemens en fonds de terre. La propriété attache ; le numéraire est rare dans certaines provinces ; les comestibles sont de différens prix dans tous les lieux ; il ne faut pas donner la facilité de dilapider des dotations précieuses & utiles ; enfin les curés étant propriétaires , répandront des idées d'agronomie , feront des expériences & donneront des encouragemens à l'agriculture ».

M. l'évêque de Langres a traité la question du fonds

avec beaucoup d'érudition. M. Milcent a proposé un projet de rédaction de l'article VII. M. Chassé a été un de ceux qui a présenté les principes les plus clairs & les raisonnemens les plus pressans. Son projet d'arrêté embrassoit tous les résultats de son discours , & il a été très-applaudi. Nous rendrons compte de toutes ces opinions , de celles de M. de Mirabeau , de M. l'évêque de Perpignan & de plusieurs autres membres.

N. B. Il s'est glissé une omission dans le n°. XLVIII , page 73 , ligne 21. C'est M. Barnave qui a parlé après l'offre de M. de Vrigny , & qui disoit : » Je reconnois la nécessité d'accorder au gouvernement de prompts secours ; mais nous devons considérer l'état de la nation : la misère & les troubles sont au comble. Les provinces verront-elles avec plaisir prendre , contre la lettre des mandats , des engagements qui grevent leur propriété ? Il faut , &c. . . .
Voyez ce qui suit au n°. XLVIII.

HOTEL - DE - VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du jour* , à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris , ce 27 Juillet 1789. Signés PITRA , BOURRÉE DE CORBERON , LEVACHER DE LA TERRINIERE.

De l'imprimerie de LAPORTE , rue des Noyers.